

Réforme de la formation professionnelle - avec mise à mort programmée du technicien? (2)

Guy Foetz

Réflexions sur un projet de loi contesté de toutes parts, qui risque pourtant d'être voté (suite)

En l'absence de chiffres plus détaillés (l'ADEM n'en publie pas), il est inacceptable de conclure que le diplôme du technicien administratif et commercial serait responsable du chômage au niveau des employés de bureau et à fortiori qu'une réforme fondamentale pour toutes les formations de technicien s'imposerait.

Cela d'autant plus que:

- dans notre pays, environ 80% des emplois se situent dans le secteur tertiaire; il est donc logique qu'une grande partie des chômeurs proviennent de ce secteur, surtout si on tient compte du nombre élevé de faillites;

- dans le domaine des emplois de bureau en particulier, il existe une très forte concurrence frontale; les élèves techniciens sont directement mis en concurrence avec une multitude de personnes ayant des diplômes plus élevés qu'eux.

Si on tient compte de ce dernier phénomène, il est tout à fait incompréhensible que le projet de loi sous revue veuille spécialiser davantage les futurs techniciens, réduire le niveau de leur formation générale et les priver de l'accès à une formation supérieure, sauf s'ils accomplissent des modules supplémentaires. A entendre notre ministre du Travail et de l'Emploi constater que 54% des emplois créés au Luxembourg sont des emplois bac+, on dirait qu'il voudrait coopérer avec la ministre de l'Éducation nationale au sabotage du marché de l'emploi intérieur!

Enfin, sur l'initiative du MENFP, la formation du technicien administratif et commercial vient seulement d'être réformée.

Rappelons les éléments-clés de cette réforme:

- en 2000, des interviews furent menées avec des chefs de personnel de dix-huit entreprises occupant des techniciens administratifs et commerciaux et avec des diplômés de l'année 1997, pour savoir si l'ancien profil professionnel datant de 1993 et les qualifications reçues correspondaient encore aux besoins;

- la même année, plusieurs auditions avec des chefs d'entreprise des branches représentatives, et des représentants de la Chambre de commerce et de la Chambre des employés privés eurent lieu et l'ancien profil professionnel datant de 1993 fut adapté en fonction de toutes les informations obtenues;

- ce nouveau profil fut par la suite adressé à 300 entreprises et validé par elles;

- sur base de ce profil validé de 2001, un nouveau référentiel et de nouveaux programmes (dont les objectifs opérationnels procèdent de mises en situation concrètes et d'une logique de compétences) ont été élaborés et progressivement mis en route à partir de la classe de 10^e dès l'année scolaire 2004-2005. Parmi les nombreuses innovations en direction d'une plus grande orientation pratique, relevons un entraînement renforcé au niveau des logiciels bureautiques, l'introduction d'un cours de comptabilité informatisée, la création d'une entreprise d'entraînement dans chaque classe de 12^e et la gestion de projets suivant une méthode professionnelle.

En relation avec cette réforme du technicien administratif et commercial, il faut mettre en évidence deux faits importants et dénoncer en même temps la façon de procéder inqualifiable du MENFP!

1. Le nouveau profil de 2001 et le nouveau référentiel de 2003 sont issus du consensus, qu'il faut maintenir une formation de base polyvalente et ne pas compromettre l'accès à une panoplie d'activités professionnelles. Ce consensus, acté officiellement, est issu d'une analyse ouverte et vérifiable de la situation sur le marché du travail. Quelle recherche, quelle concertation ont été menées depuis pour parvenir cinq années plus tard à un résultat diamétralement opposé? Sur quelles magouilles, quelles opinions subjectives, se base la nouvelle orientation prévue?

2. Les premiers diplômés de la formation rénovée du technicien administratif et commercial ne sortiront des écoles qu'à la fin de cette année scolaire; par conséquent, ils ne sont même pas encore arrivés sur le marché du travail. Mais cela ne semble pas perturber le MENFP: il ignore purement et simplement toute sa démarche analytique précédente, les interviews, les auditions, la validation par 300 entreprises du profil rénové, le fait d'avoir fait plancher une équipe d'enseignants pendant des centaines d'heures sur l'établissement d'un nouveau référentiel et de nouveaux programmes, le fait d'avoir saisi pour avis la commission nationale de programmes de l'EST, ainsi que l'élaboration et l'impression de nouveaux cours. A présent, le MENFP n'est même pas intéressé à considérer et à évaluer les résultats obtenus.

Le MENFP persiste et signe que la formation du technicien doit à nouveau être réformée ... et avant même un vote du projet de loi, il en appelle déjà à composer de nouveaux groupes curriculaires. Tout cela est scandaleux et porte à croire qu'il s'agit d'un coup monté pour la mise à mort d'une formation. D'ailleurs, l'afflux des volontaires pour les nouveaux groupes curriculaires du MENFP serait minime! Faut-il s'en étonner, vu le mépris manifeste du travail accompli.

Quatrième argument: „La formation du technicien est trop difficile et les échecs sont trop importants: pendant des années, de nombreux jeunes s'engagent dans des voies de formation qui dépassent leurs capacités et échouent finalement.“ Et d'ajouter: „On est dans une logique

d'apprentissage tout au long de la vie; ce que l'élève n'apprend pas aujourd'hui, il peut l'apprendre demain."

Cette dernière phrase appelle une objection à mon sens évidente: l'obtention d'une bonne formation de base augmente les chances du „lifelong learning“ tandis que l'absence d'une telle formation réduit fortement ces chances tout au long de la vie. Il me paraît donc effarant de voir un responsable (?) politique se servir de la logique du „lifelong learning“ pour plaider contre le maintien d'un diplôme valable.

Quant à la première partie de cet argument, j'admets que la formation du technicien administratif et commercial dans sa forme actuelle, tout comme celles des autres spécialités de techniciens ne fait pas cadeau d'un diplôme. Bien qu'elle soit résolument orientée vers la pratique, elle comporte une série d'éléments théoriques qu'il faut apprendre à maîtriser et cela ne va sans doute pas sans effort.

C'est malheureusement un fait que nombre d'élèves, après leur expérience néfaste au cycle inférieur de l'EST avec les moyens de

compensation à outrance prônés par le MENFP – contre l'avis de tous les syndicats d'enseignants – ne sont plus habitués à travailler et ont accumulé des retards quasiment irrécupérables. Par ailleurs, beaucoup d'entre eux, suite à une orientation incohérente, ne sont pas vraiment motivés parce qu'ils ont choisi leur formation „par défaut“.

Il est vrai que 50% des élèves qui commencent la classe de 10^e ne parviennent pas jusqu'en 13^e. Mais faut-il pour cela réduire le niveau de la formation et priver l'autre moitié d'un diplôme performant? Je ne le pense pas! Ceux qui ne voudraient pas prolonger leur scolarité ont toujours la possibilité de s'orienter vers un CATP, conduisant directement à l'exercice d'une profession spécialisée.

Pendant les quinze dernières années, où j'ai enseigné dans des classes de technicien administratif et commercial, j'ai rencontré beaucoup d'élèves provenant d'une 9^e polyvalente, qui ont connu en 10^e d'énormes problèmes linguistiques (langue française pour les élèves luxembourgeois; langue allemande pour les

élèves portugais).

Or, je fus étonné à maintes reprises de leur potentiel de développement au cours des quatre années de formation: c'est pour l'enseignant un plaisir de voir les efforts de ses élèves – et ses propres efforts – aboutir. D'autre part, ces derniers temps, la tendance vers une poursuite des études après la classe de 13^e s'accroît.

Tout cela pour dire que c'est bien une fonction essentielle de l'école de niveler au plus haut les différences sociales et qu'il serait injuste de dévaloriser une formation existante valable: cela gâcherait l'avenir de nombre d'élèves provenant de familles socialement et économiquement faibles.

Cela me révolte d'autant plus que c'est une ministre socialiste qui prête main forte à une telle dérive!

-> La première partie est parue dans notre édition de hier

-> Guy Foetz est professeur de sciences économiques et sociales au LTNB et vice-président du SEW/OGB-L